L'Economic Development Board et la stratégie de survie

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

En octobre 1960, une équipe d'experts envoyée par les Nations unies entreprit l'étude d'une petite île dont le gouvernement était en fonction depuis à peine plus d'un an. Singapour disposait d'un port, d'une longue tradition commerciale et d'une garnison militaire britannique. Elle comptait peu d'usines, une population en forte croissance et un taux de chômage que les experts situaient à deux chiffres. Leur chef, l'économiste néerlandais Albert Winsemius, allait rester le conseiller économique du gouvernement pendant plus de deux décennies. L'institution que recommanda la mission, l'Economic Development Board, fut créée le 1er août 1961 et existe toujours aujourd'hui.

Ce chapitre examine comment l'État de Singapour entreprit de créer des emplois par l'industrialisation et pourquoi il choisit le capital étranger comme moteur de cette stratégie. Il commence par la mission des Nations unies et la fondation de l'EDB. Il suit ensuite le virage vers l'investissement multinational après 1965, le choc du retrait militaire britannique annoncé en 1967 et 1968, ainsi que les instruments par lesquels le gouvernement remodela les relations de travail et la propriété foncière. Les dernières sections rassemblent ces fils autour d'un thème unique : l'État en architecte des marchés, un rôle que la place financière allait hériter de l'usine.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le chapitre n'a pas d'équivalent exact dans le volume consacré à Genève, et cette absence est en elle-même instructive. La place financière genevoise est née des maisons de banque privée, des réseaux protestants et de l'ordre juridique fédéral, dans un canton qui a longtemps préféré la discrétion à une planification économique explicite. L'économie moderne de Singapour a été conçue par un petit groupe de ministres et de hauts fonctionnaires qui considéraient la promotion des investissements comme une question de survie nationale. La comparaison en fin de chapitre revient sur cette différence. Elle explique aussi pourquoi le style réglementaire examiné dans la partie E, avec ses agences puissantes et son dialogue étroit entre l'État et les entreprises, plonge ses racines dans les années 1960.

L'essentiel

Une mission d'étude industrielle des Nations unies dirigée par Albert Winsemius travailla à Singapour à partir d'octobre 1960 et recommanda un programme d'industrialisation destiné à résorber le chômage de masse, publié en juin 1961 sous le titre *A Proposed Industrialisation Programme for the State of Singapore*. L'Economic Development Board commença ses activités le 1er août 1961, doté d'un capital de 100 millions de dollars pour la période 1961 à 1964 et chargé d'aménager la zone industrielle de Jurong. Après la séparation d'avec la Malaisie en 1965, la stratégie passa d'un marché commun protégé à une industrie d'exportation portée par des entreprises multinationales, soutenue par les exonérations fiscales temporaires du statut de pionnier, l'Economic Expansion Incentives (Relief from Income Tax) Act 1967 et l'arrivée de groupes électroniques tels que Texas Instruments. La décision britannique de retirer ses forces, qui représentaient environ un cinquième de l'économie, fut compensée par la reconversion des bases en chantiers navals et en terrains industriels. La législation du travail de 1968, le National Wages Council de 1972 et le Land Acquisition Act 1966 donnèrent à l'État la maîtrise des deux ressources les plus rares d'une petite île, la main-d'œuvre et le sol.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com